

PRÉSENT

Quotidien

BEL/LUX/ITA : 2.80 € - CH : 3.80 CHF - Canada : 3.80 \$ can - Dom avion : 2.90 € - Tom avion : 850 CFP

PRÉSENT

IMMIGRATION
La Suède déçante

Page 2

MARDI 3 MAI 2022 N° 10113 - 2,50 €

www.present.fr

D'UN EXTRÊME

À L'AUTRE

Une semaine après avoir réélu Macron, la gauche a défilé, l'extrême gauche a cassé. On prend les mêmes et on recommence.

Page 3



ÉCOLOGIE

Les bus inflammables !

Page 4

ÉLECTIONS

Le plafond de verre ? Percé

Page 6

SCANDALE

McKinsey et les opiacés

Page 7



Volte-face allemande : le Bundestag approuve la livraison d'armes lourdes à l'Ukraine

■ Olivier Bault
olivier-bault@present.fr

ACCUSÉE PAR SES ALLIÉS de manquer de solidarité après des décennies d'aveuglement face à la Russie, voire de continuer à donner la priorité à ses intérêts économiques plutôt qu'à la nécessité de contenir la politique agressive du Kremlin, l'Allemagne a opéré une volte-face remarquée la semaine dernière. Jeudi, le Bundestag a en effet adopté une résolution en faveur de la livraison d'armes lourdes à l'Ukraine. Les partis de la coalition de gauche – sociaux-démocrates (SPD), Verts et libéraux (FDP) ont tous voté en faveur de la résolution approuvant ces livraisons, de même que le grand parti d'opposition de centre droit (CDU-CSU). Seules l'extrême gauche (Die Linke) et la droite nationale conservatrice (AfD) ont voté contre.

Dans leur résolution, les députés allemands dénoncent « le nationalisme agressif et l'impérialisme qui se manifeste dans la guerre contre l'Ukraine et qui n'a pas sa place dans l'Europe et dans le monde du XXI^e siècle », et ils affirment le droit de l'Ukraine à se défendre, appelant le gouvernement de Berlin à livrer au plus vite des équipements militaires, y compris des armements lourds. La résolution du Bundestag appelle aussi le gouvernement à entraîner des militaires ukrainiens en Allemagne tout en soutenant les efforts de Kiev pour un accord de cessez-le-feu.

L'Allemagne avait justement annoncé par la voix de son ministre de la Défense Christine Lambrecht (SPD) l'envoi en Ukraine de 50 tanks Flakpanzer Gepard spécialisés dans la défense antiaérienne à courte portée et qui avaient été remis à la fin des années 2000. Seul couac, qui montre une fois de plus les limites de la coopération internationale en matière de fabrication d'armes : les munitions tirées par ces tanks étant fabriquées par la Suisse, qui interdit leur envoi en Ukraine, l'Allemagne doit en racheter au Brésil.

Il y a eu une absence très critiquée lors du débat et du vote de jeudi au Bundestag, celle du chancelier Olaf Scholz (SPD) qui était en route pour le Japon pour une visite prévue de longue date.

Outre les livraisons à l'Ukraine, qui pourraient bientôt concerner également une soixantaine de canons automoteurs et peut-être même une centaine de chars Leopard 1, l'Allemagne prévoit d'envoyer des armements aux pays de l'ancien bloc de l'Est qui ont eux-mêmes cédé aux Ukrainiens leurs chars et autres armements de l'époque soviétique, comme la Pologne et la Tchéquie qui ont donné à l'Ukraine quelque 300 chars T-72 au total.

La volte-face est d'autant plus remarquable que, quelques jours avant la résolution du Bundestag, le chancelier assurait que livrer des armes lourdes à l'Ukraine comportait le risque d'une escalade vers une troisième guerre mondiale, voire d'un conflit nucléaire.

« Ce n'est qu'avec la progression de la guerre, la pression internationale sur l'Allemagne et les voix qui s'élèvent au sein de la coalition gouvernementale que les sociaux-démocrates ont accepté d'envoyer des chars en Ukraine », a commenté le journal *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Du coup, l'Allemagne pourrait même devenir le plus gros fournisseur d'armes à l'Ukraine aux côtés des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, devant les anciens pays de l'Est qui avaient été les premiers à envoyer des chars (Tchéquie, Pologne) et des systèmes de missiles antiaériens (Slovaquie) du fait de leur solidarité naturelle avec l'Ukraine, ayant eux-mêmes longtemps fait l'expérience de l'impérialisme agressif de la Russie et se sentant directement menacés en cas de victoire russe contre leur voisin oriental. ▀

Émeutes musulmanes

Le Premier ministre reconnaît l'échec de « l'intégration »

■ Franck Delétraz
franck.deletraz@present.fr

PRÈS D'UNE DIZAINE de villes du pays en proie à la violence insurrectionnelle et au pillage systématique, pas moins de cent policiers blessés officiellement recensés à ce jour, des centaines de véhicules incendiés, et des quartiers entièrement ravagés : après une quinzaine de jours

de sanglantes émeutes perpétrées par des immigrés musulmans aux cris d'« Allah Akbar ! » (voir *Présent* daté du 20 avril 2022), le gouvernement social-démocrate suédois, qui semble avoir totalement perdu le contrôle de la situation, a essayé de reprendre

la main jeudi dernier en annonçant une série de mesures censées mettre fin à ce qui ressemble beaucoup à une tentative de coup de force musulman. Mais, plus que le plan d'urgence présenté par le

Premier ministre Magdalena Andersson, ce

sont surtout ses déclarations qui ont frappé l'opinion suédoise.

Et pour cause : après avoir

inlassablement vanté pendant

des années les prétendus bienfaits de

l'immigration

invasion et ouvert en

grand la porte à des centaines de

milliers de migrants, celle-ci a enfin fini par

admettre l'échec total de la politique dite « d'intégration » suédoise.

La Suède « grand-replacée » à feu et à sang

Si les faits n'étaient pas si graves, il y aurait presque de quoi sourire devant le spectacle, depuis longtemps prévisible, de ces sociaux-démocrates émasculés, pro-immigration et fiers d'être « grand-replacés », aux prises maintenant avec une situation qu'ils ont eux-mêmes créée. Après des décennies d'un humanitarisme naïf et moralisateur qui les a conduits à accueillir sur leur sol plus de deux millions



en Suède

d'étrangers en vingt ans, le réveil est en effet cruel : aujourd'hui, près d'un habitant sur cinq de la Suède est d'origine étrangère, et « Mohammed » est le deuxième prénom le plus donné aux nouveau-nés à Göteborg (le troisième à Malmö) ! On ajoutera que, rapporté à sa population, la Suède détient le triste record européen des meurtres, dont 85 % des auteurs et des victimes sont nés à l'étranger ou d'origine étrangère...

Bref, rien d'étonnant, donc, à voir maintenant les immigrés – hommes, femmes et même les enfants – des quartiers islamisés de Malmö, Linköping, Norrköping, Stockholm, Örebro, ou encore Landskrona, se soulever et s'en prendre violemment à tout ce qui incarne l'autorité et l'identité suédoises aux cris d'« Allah Akbar ! » Ainsi, depuis le 14 avril, on ne compte plus les attaques de forces de l'ordre à coups de cocktail Molotov, les véhicules de police, de pompiers et de particuliers incendiés, les commerces et bâtiments administratifs pillés, ou encore les axes routiers bloqués. La situation est devenue à ce point inquiétante que, au cours de l'un de ces affrontements, des policiers ont dû faire usage de leurs armes de service pour échapper au lynchage !

Demain, la France ?

Une catastrophe telle que Magdalena Andersson s'est vue contrainte jeudi d'admettre publiquement son échec et celui de son parti, au pouvoir depuis huit ans. En effet, a reconnu le Premier ministre suédois, « l'intégration a été trop faible tandis que nous avons connu dans le même temps une immigration massive. Notre société a été trop inconséquente sur cette question, et les moyens alloués à la police et aux services sociaux, trop légers. » Et Magdalena Andersson d'ajouter alors : « Une telle ségrégation s'est installée dans le pays que, désormais, la Suède est compartimentée en sociétés parallèles. Nous vivons dans le même pays, mais dans des réalités complètement différentes. » Ironie du sort ou hasard malheureux du calendrier : la Commission européenne, qui, pour la première fois, décernait ce jour-là à Bruxelles ses fameux « prix des capitales européennes de l'inclusion et de la diversité », accordait la médaille d'argent à la ville de Göteborg pour ses nombreux efforts en matière de lutte contre les « discriminations »...

Reste que, s'il en avait le courage et voulait bien accepter enfin de sortir de son incroyable déni, le gouvernement français devrait suivre l'exemple de son homologue suédois et se livrer lui aussi à son autocritique. Car, pour avoir défendu depuis des décennies la même politique d'immigration aberrante que celle menée par Stockholm, et comme elle capitulé systématiquement devant les revendications incessantes des islamistes, celui-ci a créé dans notre pays toutes les conditions propices à un soulèvement des immigrés musulmans sur le modèle suédois. ▀

MANIFESTATIONS DU 1^{ER} MAI

©Andy Barton/SOPA Images/LightRocket via Getty Images

Un troisième tour...

pas social du tout !

Que les défilés du 1er mai aient pris pour cible le président réélu et sa réforme des retraites, rien d'anormal : pour ratisser les voix LR, Macron avait agité ce chiffon rouge pendant toute la campagne. Avec un certain succès. Mais les manifestations de dimanche, assez peu fournies, totalement politiques, ont néanmoins donné lieu à violences, saccages et menaces, pour tenter d'imposer une sorte de troisième tour extrémiste.

■ Francis Bergeron francis-bergeron@present.fr

OÙ ÉTAIENT LES FRANÇAIS, ce 1er mai globalement très ensoleillé ? A la messe, comme chaque dimanche, pour quelques millions de catholiques. Dans plus de 2 000 vide-greniers et brocantes, pour quelques millions d'autres. Sevrés de brocantes, de salons d'antiquaires et de vide-greniers depuis deux ans, les Français, se sont en effet rattrapés ce dimanche, d'autant que les menaces sur le pouvoir d'achat encouragent bien entendu les achats de meubles, vêtements et autres biens d'occasion. C'est dire si les 250 rassemblements politico-syndicaux de ce 1er mai 2022, recensés sur tout le territoire, n'ont pas représenté l'essentiel des activités de loisir des Français.

Il n'empêche que l'on ne retiendra probablement de cette journée que la manifestation d'une « colère du peuple » contre l'élimination de la gauche au second tour, contre la présence de la candidate du RN et la réélection de Macron. Antifas et black blocs ont d'ailleurs tout fait pour qu'il en soit ainsi, avec l'assentiment des partis de gauche, trop heureux de se retrouver entre eux, pour se consoler de leurs pitoyables scores électoraux.

Sur l'ensemble du pays, ces 250 rassemblements auraient mobilisé un total de 210 000 personnes, selon la CGT, LFI et les communistes. Mais les observateurs plus neutres et les journalistes de la presse locale n'en ont pas vu plus de 100 000 ou 110 000 : ce qui ne représentait que quelques dizaines de personnes dans les villes moyennes, par exemple 220 personnes (comptabilisées avec une grande précision) à Châteauroux, la préfecture de l'Indre, regroupées par petits paquets derrière les banderoles des organisations politiques et syndicales organisatrices : LFI, Verts, PCF, trotskistes du NPA ou de Lutte ouvrière, et aussi CGT, FSU, UNSA, Solidaires, soit un manifestant pour 1 000 habitants du département. Ce n'est pas encore la foule des grands jours...

La poignée de main Mélenchon-Faure

Le plus gros rassemblement était celui de Paris. 20 000 personnes environ, avec en vedettes les chefs de la gauche et de l'extrême gauche bras dessus bras dessous : Mélenchon, Bayou pour les Verts, Olivier Faure pour le PS, etc. La poi-

gnée de mains entre Mélenchon et Faure a fait grosse impression, car elle a été considérée comme le signe que la gauche et l'extrême gauche iraient unies aux législatives en juin. Seul le communiste Roussel manquait à l'appel, car il manifestait sagement dans son coin à Lille, à la tête d'un plutôt maigre cortège de 1 800 personnes, dans une région qui fut longtemps un fief communiste.

C'est à Paris qu'a eu lieu la manifestation la plus importante, le traditionnel cortège de la place de la République à la place de la Nation. C'est aussi le rassemblement qui a donné lieu aux actions violentes les plus nombreuses : incendies, destruction d'un fast-food, attaques de pompiers, saccages d'agences bancaires, tentatives de pillage de magasins et de distributeurs de billets. La routine, en somme.

Selon un correspondant de *Présent* sur place, les casseurs étaient 200 ou 300, habillés de noir, gantés et cagoulés, portant des casques et chaussés de baskets. Très mobiles, ils s'en sont pris à toutes les vitrines du boulevard Voltaire, de la rue Oberkampf, de la place Léon-Blum. Armés de marteaux, ils visaient plus spécialement les établissements bancaires, les assurances, les agences immobilières... Mais un magasin de produits bio a subi le même sort, sans que cela émeuve particulièrement les écologistes présents dans le cortège. A croire que ces produits bios ne protègent pas tant que cela la santé.

L'une des attaques contre les pompiers a été filmée et largement diffusée sur les réseaux sociaux. On distingue un soldat du feu en train d'éteindre un incendie à la lance. Une manifestante tente de l'en empêcher et se met à le frapper. « Cela suffit ! Honte à la sauvagerie, incompréhensible cette nouvelle agression vis-à-vis des sapeurs-pompiers de Paris dans l'exercice de leurs fonctions », ont déclaré les sapeurs-pompiers dans un message. Même Hidalgo a condamné ces attaques.

Des incidents du même genre se sont produits à Nantes et Rennes. En début de soirée, 45 pillards et casseurs avaient été arrêtés. Mais déjà des collectifs d'avocats et de personnalités s'organisaient pour les faire libérer. La routine, là aussi. Il est probable que la plupart d'entre eux auront été relâchés dans la nuit, pour être – au mieux – convoqués ultérieurement. Mais c'est maintenant que la tolérance du gouvernement à l'égard de ceux qui ont agi comme ses supplétifs pendant toute la campagne électorale risque de se retourner contre lui. ▀

Bus électriques... et inflammables

■ Louis Marceau louis-marceau@present.fr

VENDREDI MATIN, pour la deuxième fois en un mois, un bus électrique de la RATP a pris feu en pleine rue. L'incendie, qui s'est déclenché devant la bibliothèque François-Mitterrand, a provoqué un immense nuage de fumée et l'intervention d'une trentaine de pompiers. Aucune victime n'est à déplorer. Le premier incident avait eu lieu le 4 avril sur le boulevard Saint-Germain.

En conséquence, les 149 modèles encore en circulation ont été rappelés « pour s'assurer qu'il n'y a pas de défaillance similaire sur d'autres véhicules », d'après le ministère des Transports. Ces bus ont été fournis par une usine Bolloré et c'est donc vers cette dernière que la RATP s'est tournée pour demander une expertise complète.

Le problème n'est cependant pas spécifique à l'usine en question puisqu'un incendie d'un bus électrique de la marque Atak s'est également produit vendredi à Carcassonne (Aude). Il s'agissait d'un bus sans passager, qui effectuait un essai. Essai non concluant.

Cette série d'échecs cuisants suscite des interrogations sur les avantages écologiques supposés de ces bus électriques, équipés d'imposantes batteries au lithium que l'eau ne peut éteindre en cas d'incendie. Aux dernières nouvelles, l'enfumage de tout un quartier par une fumée toxique n'est en effet pas tout à fait écoresponsable. Comme pour les automobiles, et malgré l'idéologie des élites, les moteurs thermiques ont encore de beaux jours devant eux. ▀



Câbles Internet sectionnés

La piste de l'ultragauche

■ Louis Marceau louis-marceau@present.fr

DANS LA NUIT du 26 au 27 avril, des câbles du réseau national de fibre optique ont été sectionnés en région parisienne, coupant ou réduisant l'accès à Internet à près de 100 000 utilisateurs des opérateurs Free et SFR dans les régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Grand Est et Ile-de-France. Si, dès mercredi soir, la plupart des connexions étaient rétablies, la gravité de la situation n'était pas minimisée pour autant.

Pour Michel Combet, directeur général de la Fédération française des télécoms, interrogé par France Info, « c'est un acte quasiment professionnel, ce sont plusieurs attaques coordonnées à travers le pays avec quelques minutes d'intervalle ».

Pas moins de six zones du réseau installé en région parisienne ont en effet été prises pour cibles. D'aucuns y voient même un possible acte de terrorisme numérique. La section cyber du parquet de Paris a ouvert une enquête qui a été confiée à la DGSI et les premières pistes semblent mener vers l'ultragauche. Un site Internet anarchiste a, sans revendiquer les attaques, applaudi l'événement.

Ces actes ne sont pas sans rappeler les actions suggérées par le Comité invisible. Dans leur premier ouvrage toujours très en vogue, *L'Insurrection qui vient*, publié en 2007, ce comité d'auteurs anarchistes anonymes concluait en effet certaines de ses analyses politico-sociétales en suggérant de s'en prendre aux infrastructures, précisant qu'il s'agissait d'un moyen rapide et radical pour faire tomber l'Etat. La chute n'est pas encore totale, mais leur message semble avoir été entendu. ▀

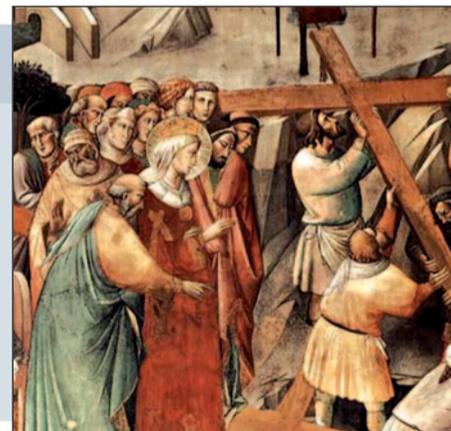
Le saint du jour + L'invention de la Sainte Croix (328)

■ AB V.B. ab-v-b@present.fr

PEU DE TEMPS avant sa mort, Héléne, la mère de Constantin, vint en Palestine, fit déblayer l'emplacement présumé du calvaire, à l'endroit où, sous Adrien, on avait construit un temple à Vénus. Le rocher du Golgotha fut mis à nu puis le saint

sépulcre ; dans une citerne voisine on retrouva trois croix et, pour discerner celle du Sauveur, on eut recours à la prière. On vit la réponse du Ciel dans la guérison instantanée d'une femme malade au moment où son corps fut mis en contact avec une de ces trois croix. Saint Ambroise, en 395, accumulera tous les détails pour bien rappeler

que les mérites de cette découverte reviennent bien à l'initiative d'Héléne. A partir de la dédicace de l'église du Golgotha, nommée Martyrium, les Eglises s'empresseront d'accueillir une parcelle de l'arbre saint où le Sauveur est mort pour nous, parce que c'est en ce jour que la Croix du Seigneur fut découverte. ▀



Abonnement Premium

Papier et numérique + Hors-Série (10 parutions minimum par an) + Cadeau de Noël

Abonnement illimité par prélèv. mensuel : 34 €
6 mois : 239 €
1 an : 379 €
2 ans : 619 €

Abonnement classique

PAPIER ET NUMÉRIQUE

1 mois : 30 €
abonnement illimité par prélèvement mensuel
3 mois : 105 €
6 mois : 204 €
1 an : 354 €
2 ans : 580 €
2 ans, abonnement de soutien : 1 200 €

Abonnement Parrainage

PAPIER ET NUMÉRIQUE

3 mois : 88 €
6 mois : 170 €
1 an : 309 €

Avec nom du parrain obligatoire

Abonnement Internet

1 jour : 1,20 €
1 mois : 9,50 €
3 mois : 28 €
6 mois : 55 €
1 an : 99 €

PRÉSENT

5, rue d'Amboise, 75002 Paris

WWW.PRESENT.FR

Téléphone : 01.42.97.51.30

redaction@present.fr - abonnements@present.fr

Directeur (1981-2013) : Jean Madiran (†).

SARL PRÉSENT pour 99 ans au capital de 135 555 €, sise 5 rue d'Amboise, 75002 Paris.

Gérant : Françoise Pichard.

Imprimerie Euclès Daily - 75009 Paris.

Dépôt légal : 2e trimestre 2022 - CPPAP : 0518 C 83178 - ISSN : 07.50.32.53.

Directeur de la publication : Françoise Pichard. Rédacteur en chef : Samuel Martin - Directeur du jour : Samuel Martin.



Camille Galic...

En bref

camille-galic@present.fr

■ BÉDAGUE À MATIGNON ? QUEL CAMOUFLET POUR VALLS !

Aux dernières nouvelles, nourries par son très long entretien de jeudi dernier avec le secrétaire général de l'Élysée Alexis Kohler, c'est Véronique Bédague qui tiendrait la corde pour succéder à Castex. A part sa qualité de femme, cette énarque (bien entendu) de 58 ans s'intéresse-t-elle particulièrement à la « question sociale, environnementale et productive », condition nécessaire sinon suffisante posée par le chef de l'État pour entrer à Matignon ? En tout cas, elle serait une caution de gauche, ayant travaillé au ministère de l'Économie pour Laurent Fabius et Florence Parly au début des années 2000 puis comme secrétaire général de la Ville de Paris à l'époque Delanoë. Puis la voici, de 2014 à 2016, directrice de cabinet de Manuel Valls à Matignon, devenant ainsi la première femme nommée à un tel poste, où elle était en rapport constant avec un ministre nommé Macron – et Kohler, l'*alter ego* de ce dernier. Alors que Valls se donne tant de mal pour obtenir de la Macronésie un maroquin ou une circonscription, ce serait trop farce que la faveur suprême échoie à son ancienne collaboratrice !

■ LA CHUTE DU PS : LA PREUVE PAR JAURÈS.

Jean-Marie Le Pen attige peut-être en qualifiant la victoire de Macron de « minable », et de « glorieuse » la défaite de Marine. Mais qui aurait jamais imaginé qu'à Carmaux, fief de Jean Jaurès – auquel un grand'place et un imposant monument sont dédiés – et du parti socialiste qui gouverna la ville pendant 128 ans jusqu'à l'arrivée du divers gauche Jean-Louis Bousquet en 2020, le Rassemblement national obtiendrait 53,73 % des voix au second tour d'une présidentielle ? Au premier tour, où Marine Le Pen avait déjà mené la danse, Anne Hidalgo n'avait obtenu que 3,48 % des suffrages dans cette commune tarnaise qui semblait ancrée à gauche pour l'éternité. Il est vrai que, obnubilée par l'inclusion et la diversité, la gauche a tellement changé que Jaurès serait aujourd'hui classé à l'extrême droite et ostracisé pour son enracinement et sa défense des sans-dents sacrifiés à la fortune anonyme et vagabonde. Car c'est bien lui qui, en 1898 dans un discours au Tivoli, avait déclaré : « Nous savons bien que la race juive [...] manie avec une particulière habileté le mécanisme capitaliste, mécanisme de rapine, de mensonge, de corset, d'extorsion », et : « En France, l'influence politique des Juifs est énorme » car, « par la puissance de l'argent [ils] tiennent une grande partie de de la presse, les grandes institutions financières... »

■ **DES MAIRES PAS TRÈS DÉMOCRATES.** Le maire actuel de Carmaux va-t-il suivre l'exemple de Jean-François Baulès, son collègue et voisin de Técou, bourg où Marine Le Pen a frôlé les 53 % ? Furieux et « rempli de honte », l'édile a déclaré que, « ne se sentant plus représentant de sa commune », il ne briguerait pas un troisième mandat en 2026. En attendant, il boudera « tous les événements publics à l'exception des manifestations patriotiques ». Autre révolté, l'ancien maire de Xirocourt en Lorraine ; Alain Delhotal avait menacé après le premier tour, où la candidate RN était arrivée en tête avec 42 %, d'annuler un festival de musique créé sous sa mandature. Menace vaine : le 24 avril, ses ex-administrés ont persévéré dans l'erreur. 55,96 % pour Marine malgré 18 % seulement d'abstentionnistes !

■ C'EST NOUS QU'ON EST LES PRINCESSES.

Le 1er mai, l'élue macroniste Coralie Dubost, ex-compagne du ministre Olivier Véran, a annoncé « se retirer de la vie publique » alors qu'elle préparait sa réélection dans l'Hérault en juin prochain. Motif de ce revirement : les révélations de Mediapart sur ses dépenses personnelles extravagantes, en vêtements, lingerie fine et hôtels de charme, qu'elle avait indûment prélevées sur ses « frais de mandat ». De plus, le site trotskiste affirmait qu'en 2021, une « alerte collective » lancée par d'anciens collaborateurs, excédés par les exigences et la condescendance de Mme Dubost, avait « mené à une enquête interne de la cellule anti-harcèlement du Parlement ». On se souvient que sortant d'un restaurant parisien en octobre 2021 avec son nouveau compagnon, la représentante du peuple avait été violemment agressée et délestée de sa montre Rolex (12 000 euros) et de son sac contenant 2 000 euros.

■ FRANCE INSOUMISE ? SAUF À L'ISLAM.

A Villeurbanne, où Mélenchon avait obtenu près de 38 % des voix au premier tour, La France insoumise – qui fait profession d'athéisme, notez bien – avait prévu le 29 avril une soirée « *iftar* » – rupture de jeûne du ramadan. Soirée annulée en catastrophe sous prétexte de « maladresse sémantique » après les protestations des élus de gauche que LFI veut entraîner dans son « union populaire » en vue des législatives.



■ ERDOGAN MACRONISTE.

Bien qu'il ait en 2020 accusé Macron de « diriger une campagne de haine contre les musulmans », le sultan Erdogan s'est réjoui de la réélection de son homologue français, « victoire sur l'extrémisme » incarné par Marine Le Pen parce que, selon lui, « tout ce dont nous souffrons est causé par l'extrémisme ». Bonne occasion de rappeler que, si la Russie a agressé l'Ukraine, à laquelle la Turquie fournit généreusement armement lourd et drones de combat, la soldatesque d'Ankara occupe toujours le tiers nord de Chypre qu'elle avait envahi et conquis en 1974. Sans que l'OTAN lève le petit doigt. Pas plus que, fondée en 1949, l'Organisation atlantique n'était intervenue lors de la sanglante répression de l'insurrection hongroise par l'Armée rouge en 1956 puis de la « normalisation » de Prague en 1968. Michel Debré, alors ministre des Affaires étrangères du président De Gaulle, avait balayé ce simple « incident de parcours » sur la voie royale des relations franco-soviétiques.

■ **PERVERSITÉ.** 14 jours de mitard, c'est le prix que doit payer Nordahl Lelandais, l'assassin de la petite Maëlys et du jeune Arthur Noyer, surpris le 28 avril en pleins ébats avec une nouvelle visiteuse dans le parloir de la prison iséroise de Saint-Quentin-Fallavier. Par quel miracle sa partenaire avait-elle, recommandée par la préfecture, obtenu un permis de visite ? Et, surtout, quelle fascination morbide pousse tant de femmes (le phénomène est moins répandu chez les mâles de l'espèce) à s'amouracher de tueurs en série ayant, comme Lelandais, commis des crimes sordides, et à copuler avec eux ?



■ **JACQUES, AVANT PERRIN.** Sortie sourde et handicapée, à la suite de sévices subis, de la prison lyonnaise de Montluc où elle avait été incarcérée à la Libération et devenue comptable à Rivarol en 1951, Jeanine Marie n'hésitait pas, après la perte de l'Algérie, à héberger dans son appartement de la rue Saint-Honoré des commandos Delta en cavale. Ce qui lui valait d'être régulièrement conduite Quai des Orfèvres où la morigénait le commissaire Ottaviani, désespérant de faire entendre raison à cette quasi-septuagénaire affligée de tant de souffrances physiques. C'est chez Mlle Marie que, début 1963, je fis la connaissance d'un beau jeune homme qui, comme moi, écoutait avec passion les récits des légionnaires déserteurs, vétérans pour certains de l'Indo avant l'Algérie. Qui aurait pensé que ce jeune homme deviendrait le déchirant officier de *La 317^e Section* puis du *Crabe-Tambour* et de *L'Honneur d'un capitaine* ? Acteur, réalisateur, officier dans la réserve citoyenne et peintre officiel au sein de la Marine nationale, Jacques Perrin est mort le 21 avril et un hommage national lui a été rendu le 29 avril à l'hôtel des Invalides par une section de fusiliers marins et un peloton de Légion. « Le ministère des Armées salue la mémoire de M. Perrin, qui est une figure emblématique à laquelle des générations d'officiers et de militaires français se sont identifiées », a déclaré le porte-parole de Florence Parly. Peut-être, là où il est désormais, a-t-il retrouvé la combattante à sa façon que fut Mlle Marie. (*Présent* rendra hommage à Jacques Perrin dans son édition de samedi prochain.) ▶

NOUS AVONS REÇU

■ Francis Bergeron francis-bergeron@present.fr

● Bernard Germain, *Méthanisation - La nouvelle escroquerie écologiste*, éd. Synthèse nationale, coll. « Pourquoi ? », mars 2022, 106 pages.

L'INGÉNIEUR BERNARD GERMAIN avait pris une retraite qu'il supposait tranquille dans une petite ville bretonne de bord de mer. Mais il apprend soudain qu'une installation de méthanisation va être implantée à proximité. Esprit curieux, il se renseigne sur cette technique et son utilité. Il va alors découvrir qu'il s'agit tout simplement d'une escroquerie écologique.

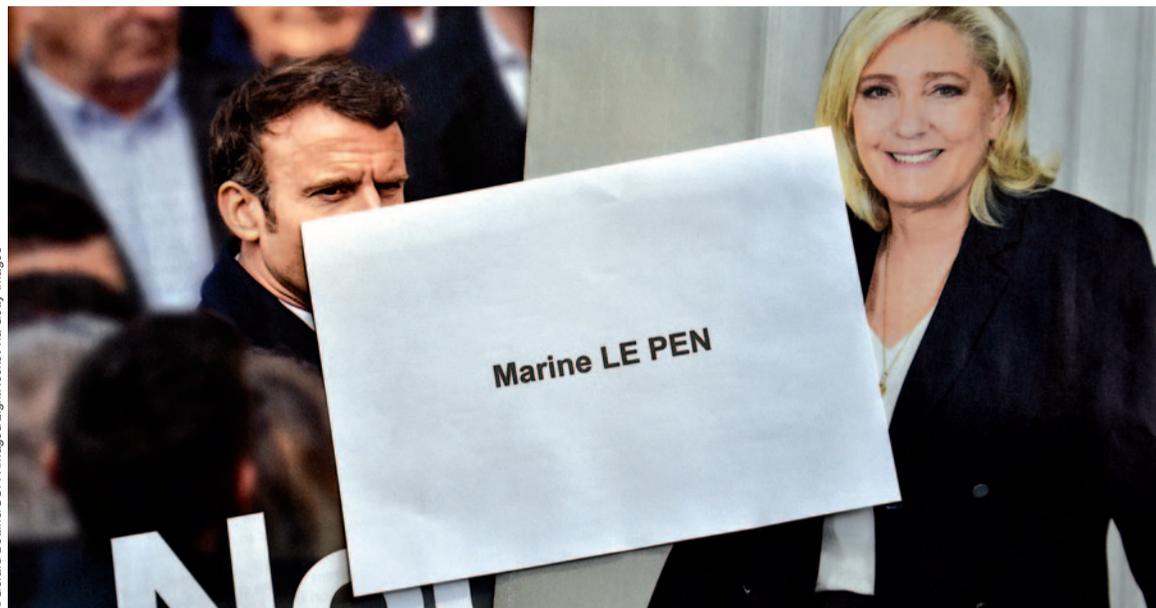
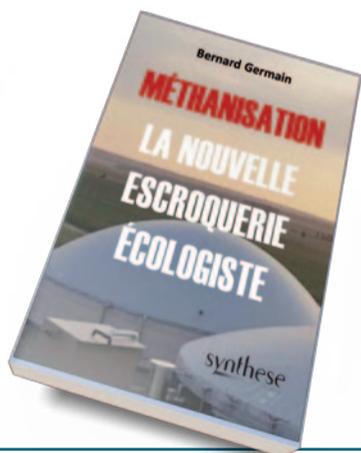
Au départ, il y a une bonne idée : produire du gaz « bio » à partir de déjections animales, ce qui peut assurer un petit complément de revenus aux fermiers. Qui n'y souscrirait pas ? Les écolo-bobos (et Dieu sait si la Bretagne en compte) se sont jetés sur cette solution miracle.

Mais, en creusant la question, notre ingénieur s'est aperçu que cette « énergie renouvelable » est « une idée pas idiote [...] vite dévoyée ». Elle comporte même, sur le plan écologique, des dangers pour l'environnement et la population. Quant à son intérêt économique, il n'est vraiment pas évident. On peut même parler d'escroquerie écologique, une escroquerie relayée par le gouvernement qui a cru y voir une approche vertueuse de la gestion des déchets. Les subventions de toute nature sont tombées en pluies drues sur ceux qui se sont lancés dans cette technique.

Malheureusement, le résultat n'est pas là : une unité de production, censée recycler les déjections, rejette... 90 % de déchets, et ne produit que 6 % de méthane. La production est certes subventionnée à 30 % en moyenne, et parfois jusqu'à 70 %, avec à la clé des contrats conclus avec EDF. L'idéologie a vraiment un prix fort élevé, conclut Bernard Germain.

L'ouvrage se présente comme une sorte de vademecum pour lutter contre l'implantation de méthaniseurs. Comme pour les éoliennes, la résistance s'organise en effet : des procédures judiciaires sont engagées, des associations se créent, des mobilisations attirent l'attention des médias locaux.

L'idéologie écolo-gauchiste est de moins en moins en situation de monopole de la parole. Qui plus est, le résultat de Jadot le 10 avril est un désaveu cinglant de ces constructions pour intellectuels de gauche, à jeter au fumier. ▀



©Gerard Botino/SOPA Images/LightRocket via Getty Images

Les électeurs de Marine ont percé le plafond de verre

■ Henri Blaunac
redaction@present.fr

DANS le département le plus cossu de la région parisienne, les Hauts-de-Seine, Emmanuel Macron a recueilli les votes de huit électeurs sur dix. Même résultat (78,88 %) dans la commune communiste de Gennevilliers. Ce paradoxe s'explique : les gagnants de la mondialisation et les bobos des villes cossues votent comme les islamo-gauchistes des quartiers dits « populaires ». Que Marine Le Pen ait recueilli, dans tout le pays, 41,46 % des suffrages face au candidat de LREM, du parti communiste et du Medef, de François Hollande et de Nicolas Sarkozy, de la CGT et de la CFDT, des évêques de France et de la franc-maçonnerie, d'Anne Hidalgo (PS), Édouard Philippe (Horizons) et Valérie Pécresse (LR) – impossible de tous les citer, ils sont trop nombreux... – est une performance à porter au crédit de la candidate et des militants. Souvenons-nous qu'en 1988 Jacques Chirac avait recueilli 46 %, et Ségolène Royal 47 % en 2007.

En pole position dans 20 000 communes

« Macron, une réélection sans triomphe », a titré *Le Monde*.

C'était bien le moins. Nonobstant, la presse *mainstream* se console en rabâchant que le plafond de verre a résisté. Sans reconnaître ou – ce qui est pire – sans voir que ce fameux plafond ressemble de plus en plus à la couche d'ozone. Les trous sont de plus en plus nombreux. Marine Le Pen a gagné plus de deux millions d'électeurs en cinq ans. Au second tour, elle est arrivée en tête dans trois régions (PACA où Muselier, Falco et Estrosi ont retourné leur veste, Corse et Hauts-de-France), 25 départements métropolitains et 20 000 communes de France. Même succès outre-mer. Aux Antilles, elle a remporté plus de 60 % des voix !

Le RN aux affaires serait-il capable de diriger la France ? s'interrogent inlassablement les éditorialistes. En tout cas, dans les villes administrées par le Rassemblement national, les scores obtenus par la candidate du camp national parlent d'eux-mêmes. A Bruay, Hénin-Beaumont, Beaucaire et Camaret, ils dépassent les 60 % ! La palme revenant à Bruay avec 69,27 %, talonné par Hénin-Beaumont avec 67,15 %. Impressionnant ! Hayange (58,74 %), Fréjus (56,72 %) et Villers-Cotterêts (56,23 %) ont toutes les chances

de recoller un jour prochain au peloton de tête. Dans leur sillage, Morières-lès-Avignon (54,26 %) et Le Pontet (53,21 %), deux des trois villes du Vaucluse administrées par le RN, n'ont pas dit leur dernier mot. Seule fausse note dans ce tableau idyllique : dans les Pyrénées-Orientales, Perpignan dont le maire est Louis Aliot n'a pu faire mieux que 48 %. Sans doute une conjonction du vote bobo et islamo-gauchiste.

Chez Zemmour aussi

Dans les communes administrées par un maire soutenant Eric Zemmour, Marine Le Pen réalise également des scores flatteurs : 58,33 % à Cogolin, 55,50 % à Orange (Ligue du Sud) et 52,56 % à Moissac. Quant aux scores de Marine dans des villes conquises puis perdues comme Vitrolles (53,04 %), Marignane (64,44 %) ou Le Luc (62,54 %) ils parlent d'eux-mêmes. Ils indiquent que seuls les hommes – et non la politique du mouvement – sont responsables de la perte de ces villes. Il faudra s'en souvenir quand viendra le moment de décerner les investitures. Que ce soit aux législatives ou aux municipales. ▀

Les obsèques de Pinatel (décédé le 27 avril, cf. notre édition du 29 avril) seront célébrées le samedi 7 mai à 11 h 30 en l'église Saint-Roch à Paris.

États-Unis

McKinsey épinglé par un rapport parlementaire

■ Xavier Eman

xavier-eman@present.fr

LA BOÎTE DE PANDORE des agissements plus que douteux – mais hautement rémunérateurs – du cabinet de « conseil » McKinsey a été ouverte et ne semble pas près d'être refermée. En effet, après les sénateurs français, ce sont aujourd'hui les parlementaires américains qui ont rendu public un rapport accablant pour l'entreprise tant appréciée par Emmanuel Macron. Au cœur de l'affaire, le rôle joué par McKinsey dans la dramatique « crise des opiacés ».

En effet, en février 2021, le cabinet McKinsey a accepté de payer pas moins de 573 millions de dollars dans le cadre d'un compromis avec la justice américaine. Plusieurs États de l'Union l'accusaient d'avoir contribué à la crise des opiacés par ses conseils à plusieurs laboratoires pharmaceutiques, en particulier Purdue Pharma. Pour rappel, la « crise des opiacés » est une véritable tragédie nationale aux États-Unis. Selon les estimations, l'addiction aux médicaments opiacés contre la douleur a provoqué 500 000 morts par surdosage entre 1999 et 2018, et aujourd'hui près de 650 000 prescriptions d'opioïdes sont faites tous les jours. Deux millions de personnes seraient actuellement dépendantes et au moins 90 d'entre elles meurent chaque jour. Un véritable cataclysme sociétal que les autorités ne parviennent pas à endiguer.

Or le rapport parlementaire démontre que McKinsey a gagné beaucoup d'argent en travaillant à la fois pour Purdue Pharma et l'agence fédérale (FDA) chargée d'approuver la mise sur le marché des médicaments en cause. Un scandaleux conflit d'intérêts qui ressemble étrangement à celui qui a été constaté en France lorsque McKinsey conseillait à la fois le géant pharmaceutique Pfizer et le gouvernement macroniste sur la gestion de la crise du Covid-19 et la politique vaccinale. Une aberration si choquante qu'elle aurait dû logiquement faire tomber le gouvernement et



l'homme à sa tête. Las, tout au contraire, l'homme de McKinsey a été largement réélu le 24 avril dernier.

Aux États-Unis, le scandale est tout aussi retentissant, des milliers de documents prouvant l'entrisme du cabinet privé au sein de l'office fédéral et ses tentatives pour minimiser voire gommer la gravité de la crise et les responsabilités criminelles des laboratoires.

Ainsi, la commission d'enquête a identifié 37 projets stratégiques gérés par McKinsey pour la FDA entre 2004 et 2019 alors que dans le même temps ses consultants aidaient Purdue Pharma à obtenir les autorisations nécessaires pour la mise sur le marché de ses médicaments hautement addictifs.

De son côté, McKinsey tente maladroitement et assez piteusement de se défendre en indiquant que les consultants ayant caché des informations avaient été renvoyés et que la firme comptait désormais « renforcer ses procédures internes et son département de contrôle de la gouvernance ».

Une réponse évidemment bien insuffisante face à la gravité des faits, d'autant plus que ces pratiques scandaleuses ne sont évidemment pas un accident ni une exception dans le fonctionnement de ce cabinet sans foi ni loi, prêt à tout pour gagner toujours plus d'argent, même à sacrifier la santé et la vie de millions de personnes. McKinsey devrait aujourd'hui être poursuivi pour association de malfaiteurs. Ni plus, ni moins. ▀

Andalousie : élections régionales le 19 juin

■ Michel Festivi

redaction@present.fr

Correspondant
permanent
en Espagne

LE PRÉSIDENT PP de la région autonome Andalousie, Juanma Moreno, a signé le 25 avril le décret de dissolution du parlement local et a convoqué les électeurs de cette première région sur le plan démographique et deuxième en superficie pour le 19 juin. Cet événement politique était pressenti depuis plusieurs semaines, même si beaucoup pensaient que cette consultation n'aurait lieu qu'à l'automne. Visiblement, Moreno a voulu accélérer l'affaire, espérant profiter des circonstances politiques actuelles.

Depuis que Feijoo a pris le pouvoir au PP, ce dernier se remet de la très grave crise qui l'avait frappé. De plus, le PSOE critiqué de toute part est en difficulté, l'inflation et le chômage sont en hausse.

Quel est l'enjeu de cette anticipation,



Macarena Olona

voire de cette précipitation ? Très clairement le PP entend gouverner seul cette région, sans l'appui de Vox. Car sous les prétextes divers et variés avancés par Moreno, notamment le vote du budget, nul n'est dupe de ses véritables intentions.

Au niveau national, les sondages donnent le PP en tête devant le PSOE, mais sans majorité absolue, avec une progression de Vox. En Andalousie, les estimations sont sur le même registre. Pendant plus de 40 ans, cette région de 8 500 000 habitants, a été dirigée par la gauche.

Depuis 2018, le PP a réussi à gouverner avec le soutien soit de Vox, soit des centristes de Ciudadanos (Cs), qui aujourd'hui semblent être dans une impasse. C'est en Andalousie que Vox avait connu sa première grande percée électorale, prenant 12 sièges, pour 26 au PP, 21 à Cs, 33 au PSOE, 17 à Podemos. Cs s'effondre partout aujourd'hui, et va à ces élections « en état critique » selon les commentateurs locaux.

Le résultat du 19 juin sera à plus d'un titre riche d'enseignements en vue des futures législatives de 2023.

Le PP sera-t-il loyal et acceptera-t-il de gouverner avec Vox comme en Castille-et-León, car, seul, il ne semble pas

pouvoir atteindre la majorité absolue des 55 sièges requis ? Le PSOE, encore le premier parti avec 33 sièges, reculera-t-il significativement ? Ou bien, comme certains le pressentent, le PP passera-t-il un accord occulte avec le PSOE pour gouverner seul, avec l'absention bienveillante des socialistes ? Dès lors, seul un score élevé de Vox empêcherait le PP de réaliser cette tambouille électorale.

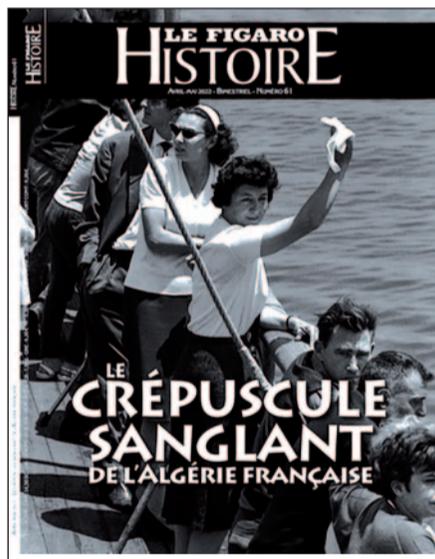
Santiago Abascal vient de désigner Macarena Olona, la jeune et dynamique députée Vox de Grenade, comme sa tête de liste, et ce « pour écrire l'histoire en Andalousie ». Olona, alors avocate de l'Etat, avait en 2017-2018 dénoncé les corruptions tant du PSOE que du PP dans l'affaire Mercasa notamment, des affaires de commissions illégales et de fausses factures.

Tout l'enjeu de cette consultation de grande ampleur sera donc essentiellement le score de Vox, j'allais rajouter une fois de plus. ▀

Les revues sont de la revue

LE FIGARO HISTOIRE

Une fois – et une fois seulement – que vous vous serez procuré le hors-série de *Présent* consacré à la mémoire de la résistance Algérie française, vous pourrez compléter votre information avec le dernier numéro du *Figaro Histoire* : « Le crépuscule sanglant de l'Algérie française ». Avec une excellente interview de Henri-Christian Giraud qui vient de publier *Algérie : le piège gaulliste - Histoire secrète de l'indépendance* (Perrin). Il dit notamment (et, même si nous savons tout ça par cœur, il n'est jamais inutile de le répéter) : « On prétend souvent que la politique gaulliste a été visionnaire. Elle a débouché pourtant sur un fiasco dont nous n'avons pas fini de payer les conséquences. » Comme souvent, avec ces *Figaro Histoire*, de grande qualité par ailleurs, je regrette leurs indications bibliographiques systématiquement *mainstream*, avec des auteurs bien coiffés, convenus et « fréquentables ». Je ne saurais donc trop vous conseiller le catalogue de Francephi Diffusion (BP 20045,



53120 Gorrion). On y propose, sur les événements d'Algérie, des textes, des essais, des témoignages sans langue de bois. (En vente en kiosque.)

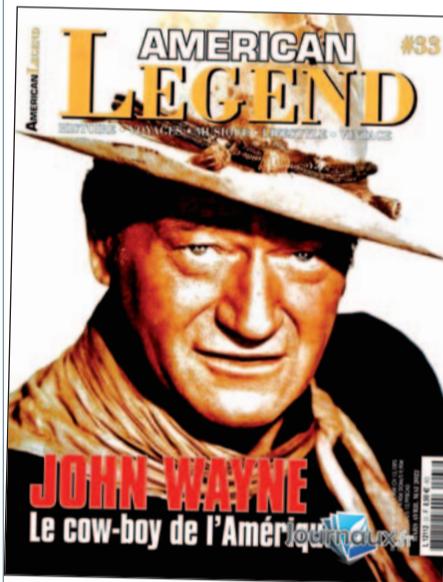


UNA VOCE

« Ces jeunes qui aiment l'Eglise » titre le dernier numéro d'*Una Voce*. Qu'on me permette d'ajouter qu'ils ont bien du mérite tant certains clercs sont devenus de véritables repoussoirs. Mais, comme l'écrit Patrick Banken, « en ces temps troubles, il faut prendre les bonnes nouvelles comme elles viennent ». On lira donc les témoignages de ces jeunes gens au regard clair (dont Hermine, 15 ans, qui donne des conseils « aux jeunes » !). Fasse Dieu que ces garçons et ces filles s'engagent aussi sur le plan civique. Serge de Beketch fulminait naguère sur le fait que les pèlerinages de Chartres, dans les deux sens, lançaient des milliers de jeunes sur les routes et que, les pèlerinages finis, on n'en trouvait pas cinquante pour épauler le docteur Dor devant les avortoirs. Pour ne pas jouer les vieux grognons, je n'ajouterai donc pas mon grain de sel. Place aux jeunes et prenons les bonnes nouvelles comme elles viennent... (*Una Voce*, 45, avenue Aristide-Briand, 92120 Montrouge.)

AMERICAN LEGEND

John Wayne, on ne s'en lasse jamais... Aussi *American Legend* ne s'y trompe pas en lui consacrant un hommage mérité. Il n'apprendra rien à ceux qui lui vouent un culte, mais il rafraîchira les mémoires de ceux – les pauvres – qui ne revoient pas au moins une fois par mois l'un ou l'autre de ses films. Article bienvenu aussi sur la Winchester 1894 Commemorative. Avec le modèle « John Wayne » justement, et son levier agrandi (pour accueillir les grandes paluches du Duke). On en a un bel exemple dans *La Chevauchée fantastique* (titre original : *The Stagecoach*, petit trésor inspiré du *Boule de suif* de Maupassant). Au sommaire du même numéro, une présentation de *The Beast*, la limousine du président des Etats-Unis, qu'on appelle aussi *Cadillac One* (référence à *Air Force One*, l'avion présidentiel).



Un blindage de 20 cm d'épaisseur, des vitrages constitués de cinq couches de polycarbonate. Une vraie bête, en effet... (En vente en kiosque.)

YUMMYPETS

Une fois par trimestre (en attendant que ça devienne un mensuel), je me fais un petit plaisir avec la revue



Yummypets, mon ronronnant rendez-vous : on y fait toujours la part belle à l'une des merveilles de la Création, le chat. Il ne se passe pas une seconde, aujourd'hui que j'arrive plus ou moins vers le bout du chemin, sans que mes chats (Chipie, Etincelle, Rouquemoutte, Mosbyette, Coquin) ne m'apportent ce supplément de tendresse qui permet d'aller quand même de l'avant. Mais permettez-moi, avec ce numéro, de faire une petite infidélité aux félins. Pour parler de la poule de Houdan (Yvelines) qui est, elle aussi, une des merveilles de la Création (et n'hésitez pas à aller l'admirer *in situ*). C'est ce qu'on appelle une « poule d'ornement » (à ne pas confondre avec les « poules de luxe »...) : un plumage noir lustré de vert et moucheté de blanc, une huppe spectaculaire, une barbe et des favoris, une crête en feuille de chêne. Et, en plus, elle pond (mais ne couve guère) : entre 100 et 160 gros œufs blancs annuels. (En vente en kiosque.)

COURRIER DES LECTEURS



● De Gilbert T. (Portugal), à propos de l'article sur la sociologie d'une élection, et les raisons de se réjouir (*Présent* du 27 avril).

Globalement, les Français de l'étranger ont voté Macron, c'est un fait, Lisbonne lui accorde 80 % des suffrages par exemple. Nous qui vivons au Portugal pour l'héritage d'António Salazar et le message de Fatima ne pouvons qu'en être navrés. Mais si l'on regarde de plus près, ô surprise ! Au bureau de vote de Faro, on a voté pour Marine à 50,5 % ! Ce résultat démontre un profond changement dans la compréhension de nos malheurs et la vision de nos espoirs politiques. Maurras a raison et c'est bien agréable !

● De Julien D.

Mon courrier fait écho à l'hommage que vous avez publié suite au décès de l'immense Michel Bouquet, à l'âge de 96 ans. Je voulais revenir, un peu, sur sa carrière cinématographique. Il a tourné avec des acteurs que nous aimons tels que Maurice Ronet, Bernard Blier, Michel Serrault en passant par Philippe Noiret, Jean Yanne ou encore Jean Poiret. Il jouait parfaitement les rôles de notables, notamment sous la direction de Claude Chabrol ; ils tourneront pas moins de six films ensemble, souvent aux côtés de la belle Stéphane Audran. Dans, par exemple, *Juste avant la nuit*, *La Femme infidèle*, *La Rupture*. Ou encore les rôles de policiers comme dans le film de José Giovanni *Deux hommes*

dans la ville auprès de Jean Gabin et Alain Delon, et sous la caméra d'Yves Boisset dans *Un condé*. Mais permettez-moi de vous conseiller, spécialement, le très bon film de René Gainville *Le Complot* aux côtés de Jean Rochefort alors commandant membre de l'OAS voulant faire évader le général Challe de la prison de Tulle. Désormais le cinéma français se meurt un peu plus... L'élégance certaine de Bouquet et son timbre de voix si particulier nous manquent déjà.

● De Dominique W.

Un grand merci pour le dessin de Miège sur Pinatel, un très grand dessinateur, publié dans *Présent*. C'est bien vu. ▀

LA BOUTIQUE DE "PRÉSENT"

www.present.fr/boutique

INFO : 01 42 97 51 30
PRÉSENT, 5 rue d'Amboise, 75002 Paris



ÉPUISÉ EN VERSION PAPIER

HORS-SÉRIE

OAS

La dernière grande aventure politique

~~5 EUROS~~
+ FRAIS DE PORT

2 EUROS
EN PDF NUMÉRIQUE
TÉLÉCHARGEABLE

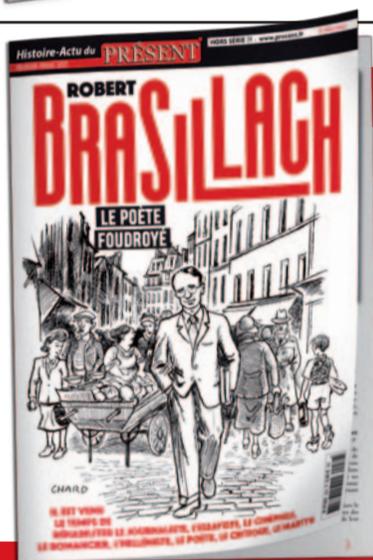


HORS-SÉRIE

HOMMAGE À NOS SOLDATS

50 ans d'Opex

5 EUROS
+ FRAIS DE PORT

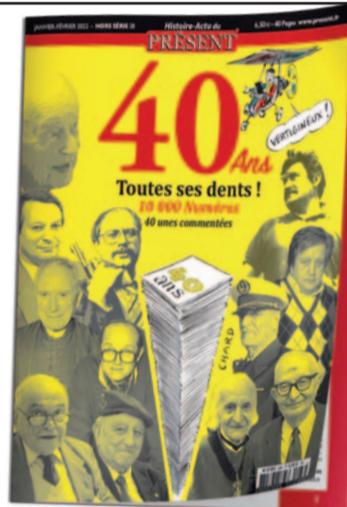


HORS-SÉRIE

ROBERT BRASILLACH

Le poète foudroyé

5 EUROS
+ FRAIS DE PORT



HORS-SÉRIE

1982 - 2022

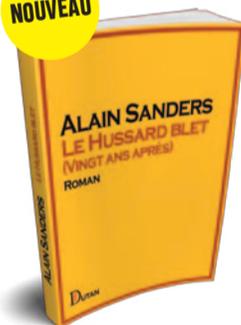
40 ans et toutes ses dents !

Numéro double : 44 pages

6,50 EUROS
+ FRAIS DE PORT

LIVRES

NOUVEAU



Alain Sanders
LE HUSSARD BLET
(Roman)

28 EUROS
FRAIS DE PORT COMPRIS

NOUVEAU



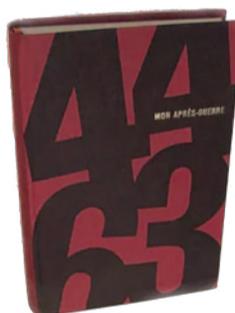
Francis Bergeron
HISTOIRE SECRÈTE DES PRÉTENDUS « NÉONAZIS » DE CHÂTEAUROUX
(2001-2021)

23 EUROS
FRAIS DE PORT COMPRIS



Francis Bergeron
PRÉSENT, UN DÉFI AU QUOTIDIEN

28 EUROS
+ FRAIS DE PORT



François Brigneau,
MON APRÈS-GUERRE

25 EUROS
+ FRAIS DE PORT

Les dessins originaux de CHARD

AVEC DÉDICACE

25 EUROS
+ FRAIS DE PORT



REVUES



LIVR'ARBITRES n°35
Tour de France littéraire : La BRETAGNE

12 EUROS
+ FRAIS DE PORT

DVD

SYMPHONIA, L'ÉPOPÉE MUSICALE

UN GRAND SPECTACLE SUR L'HISTOIRE DE LA MUSIQUE.

20 EUROS
FRAIS DE PORT COMPRIS





De Agostini/Getty